

Charles Michel n'a pas fini de « recadrer » la N-VA

FÉDÉRAL Le CD&V, « parti des musulmans » : les propos de Demir secouent la suédoise

► Le CD&V menace de « boycotter » la secrétaire d'Etat.

► Les politologues Carl Devos et Jean Faniel jugent la tâche de Michel problématique.

Quand la « confiance » n'y est plus... Entre CD&V et N-VA, le torchon brûle. Reprenons...

1. Dimanche matin, dans le quotidien *De Zondag*, Zuhail Demir, secrétaire d'Etat à la Lutte contre la pauvreté, à l'Egalité des chances, aux Personnes handicapées et à la Politique scientifique, qualifie le CD&V de « nouveau parti des musulmans », en quête, avec son président, Wouter Beke, de « bétail électoral ».

Aussitôt, Charles Michel « recadre » la secrétaire d'Etat N-VA, expliquant publiquement que les propos sont inacceptables au sein d'une coalition. Dans le même temps, Wouter Beke, président du CD&V, réclame des excuses publiques. Au *Soir*, Eric Van Rompuy, député CD&V, dit qu'il y a « un problème de gouvernement ». En soirée, Zuhail Demir expédie un tweet précisant qu'elle veillera à s'exprimer plus modérément à l'avenir, et que, selon elle, l'affaire est close.

2. Pas du tout. Ça repart lundi. Wouter Beke fait savoir qu'il attend toujours les excuses. Son parti menace : s'il n'obtient pas satisfaction, les députés chrétiens-démocrates flamands « boycotteront » la nouvelle (elle a succédé à Elke Sleurs) secrétaire d'Etat à la Chambre après Pâques, lorsqu'elle présentera sa

note de politique générale. Dans l'entourage de Zuhail Demir, on dit son ras-le-bol de voir les remontrances exclusivement destinées à la N-VA, pas aux autres partis.

Quant à l'opposition, elle n'a pas manqué de rentrer dans la mêlée, John Crombez (SPA) a taxé le Premier ministre de « sukkelaar », une insulte entre

loser et *andouille*... Réaction de Denis Ducarme, chef de groupe MR à la Chambre : « Un parler digne de Trump. » Joyeuses Pâques ! On imagine que le Premier tentera de recoller les morceaux en coulisses dans les prochains jours.

« L'élément perturbateur »

Une tâche délicatissime. Pour le politologue flamand Carl Devos (Université de Gand), Charles Michel est parti pour « recadrer », selon le terme utilisé, jusqu'en fin de législature... « Il va pouvoir le faire encore longtemps. Et je ne pense pas que ce sera plus efficace à l'avenir. »

Le hic, c'est qu'à force de recadrer, c'est l'autorité du Premier qui est sous pression. « Quand le professeur doit passer sa semaine

à dire "taisez-vous" et que le vendredi, rien n'a changé, ce n'est pas très bon pour son autorité. Quand on entend dire que Wouter Beke va en référer directement à Bart De Wever, en Flandre, on comprend que le Premier n'est pas vraiment maître de la situation. » Le politologue précise : « Ce n'est pas dû à la personnalité de Charles Michel, mais à sa position de Premier francophone dans une coalition de partis flamands en conflit permanent. »

Jean Faniel, directeur général

du Crisp (Centre de recherche et d'information socio-politiques), analyse : « Ici, la difficulté, c'est qu'avec la N-VA, on a affaire au parti le plus puissant de la coalition, lequel, en toute logique, a pour responsabilité de garantir l'équilibre de la majorité et qui,

au contraire, agit hors des codes habituels. Il joue plutôt l'élément perturbateur. »

Jean Faniel estime lui aussi que le Premier ministre n'est pas le mieux placé pour corriger le tir. « Notamment parce que le MR est seul parti francophone au gouvernement. Pour recadrer plus fortement la secrétaire d'Etat, il devrait s'adresser à De Wever, mais alors on dira qu'il est à la merci... Vous voyez le problème. Enfin, on peut imaginer de tenter de négocier un compromis sur un dossier de fond, mais ici, quid ? Mettre Wouter Beke et Zuhail Demir autour d'une même table ? Pour faire quoi ? Comment régler ce genre de polémique ? »

Car Devos a le souvenir de coalitions agitées, comme Leo Tindemans avec André Cools, ou le gouvernement Verhofstadt, avec les écologistes francophones. « Mais j'ai le sentiment que, dans ces coalitions, les querelles portaient sur des dossiers de fond. Ici, bien malin qui pourrait identifier ces dossiers. On se querelle davantage sur le positionnement des partis, entre modérés et partisans de politiques plus fermes. » Ce qui risque bien de se poursuivre. « Je pense que Charles Michel va devoir continuer à dire : "Ça suffit les enfants !" », conclut Carl Devos. ■

DAVID COPPI

BERNARD DEMONTY

PARLEMENT FLAMAND

Liesbeth Homans sur le grill

La ministre flamande de l'Intérieur (N-VA) s'expliquait lundi au parlement flamand, qui se réunissait à huis clos dans un premier temps, pour entendre Jaak Raes, administrateur général de la Sûreté de l'Etat, avant les débats. En cause : sa détermination à retirer sa reconnaissance à la mosquée de Beringen, deuxième plus importante du pays. Le motif avancé : la structure ferait du prosélytisme en faveur du régime d'Erdogan et espionnerait les opposants (cf. nos précédentes éditions). Liesbeth Homans s'appuie, dit-elle, sur des rapports de la Sûreté. Problème : l'organisme de renseignement a précisé que rien n'indique formellement que la mosquée de Beringen soit le théâtre de tels agissements.

La ministre persiste. Au parlement flamand, les députés VLD et CD&V, alliés à la N-VA au nord (ainsi qu'au fédéral), ont jugé que « la crédibilité » de Liesbeth Homans est atteinte, qu'elle n'a pas abordé le dossier avec « prudence et efficacité ». La ministre maintient : son analyse est la bonne, ses choix sont les bons. La polémique se poursuit, dans le même temps que celle opposant par ailleurs Zuhail Demir au CD&V... Entre partenaires flamands, la tension monte, monte.

D.CI